

Unité départementale de la Marne

Reims, le

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



VIVESCIA

2 rue Clément Ader - BP 1017
51685 REIMS

Références : D1 2023 - 58

Code AIOT : 0005701677

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/01/2023 dans l'établissement VIVESCIA implanté Lieu-dit Les Terrages Grande Rue 51320 BUSSY LETTREE. L'inspection a été annoncée le 03/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée le 05 janvier 2023 suite à l'incident survenu le 03 janvier sur le silo Vivescia situé à Bussy-Lettrée. La mobilisation des services du SDIS a été nécessaire pour identifier l'origine du sinistre et mettre en sécurité les installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- Lieu-dit Les Terrages Grande Rue 51320 BUSSY LETTREE
- Code AIOT : 0005701677
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo vertical de Bussy Lettrée a une capacité de stockage de 20 300 m3 environ. L'activité exercée sur le site ne relève plus que de la rubrique 2160 à autorisation. Le site n'est pas ouvert toute l'année.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative ;
- Risque accidentel ;
- Formation ;
- Suivi de la maintenance ;
- Installation électrique ;
- Poussière, propreté ;
- Moyen de lutte contre l'incendie ;
- Thermométrie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	accident incident	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 1.7	/	Sans objet
3	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.3	/	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.5	/	Sans objet
5	Règle d'exploitation - entretien	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 8.2.4	/	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.4	/	Sans objet
7	Thermométrie	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 8.2.1	/	Sans objet
8	Moyen de secours	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.10.2	/	Sans objet
9	Moyen de secours	Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.10.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident ayant eu lieu le 3 janvier 2023 sur le site de Bussy-letrée a permis de mettre en évidence que les prescriptions réglementaires applicables à l'établissement concernant les réserves d'eau

incendie sont insuffisantes aujourd'hui pour garantir l'utilisation de celles-ci en cas de besoin. Il sera donc nécessaire de renforcer ces prescriptions via un arrêté préfectoral complémentaire suite à cette visite.

L'inspection propose également à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires concernant la cessation d'activité.s classée.s sur son établissement qui doit.vent faire l'objet d'une démarche spécifique encadrée par le code de l'environnement, qui n'a pas été réalisée à ce jour pour la rubrique 2175 mise à l'arrêt par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, point administratif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter vise les rubriques : - 2160 (A) : 20460 m3 - 2175 (D) : 200 m3
Constats : Le site ne relève plus que d'une seule rubrique classée : rubrique 2160 « à Autorisation ». L'ancien local des produits de santé végétale (PSV) est utilisé pour le stockage des échantillons de céréales. Le silo n'est pas ouvert toute l'année. Lorsque le silo est fermé, le chef de silo est affecté à un silo voisin il passe sur le site une fois par semaine et vérifie la thermométrie. Le jour de la visite l'état des stocks bruts étaient de 10 000 tonnes environ dont 825 tonnes de colza (Cellules C16 et C9). L'Inspection rappelle que les stocks doivent être exprimés en m3. Le stockage d'engrais liquide 2175 a été supprimé et il n'y a pas d'engrais solide. L'exploitant n'a pas notifié à ce jour la mise à l'arrêt de cette activité. Pour rappel, l'article R512-66-1 du code de l'environnement dispose que : "lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. [...]" Lorsque la notification concerne une installation classée soumise à déclaration incluse dans : - un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, la notification est effectuée conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du présent chapitre [...]", soit 3 mois avant l'arrêt de l'activité. L'inspection propose à monsieur le préfet de la marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale. L'exploitant disposera d'un délai de 1 mois pour amorcer la procédure de cessation d'activité pour l'installation mise à l'arrêt. Il mènera cette procédure selon les nouvelles règles en vigueur (R512-66 du code de l'environnement)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 1.7
Thème(s) : Risques accidentels, accident incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les plus brefs délais à l'Inspecteur des installations classées. [...] L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.</p>
<p>Constats : La visite d'inspection a été réalisée suite à l'incident survenu le 03/01/23.</p> <p>Selon le responsable du service prévention des risques, l'incident a fait l'objet d'un enregistrement dans l'application « Rex Teo » qui centralise tous les événements accidentels survenus sur les sites de Vivescia. C'est le responsable du service prévention des risques qui renseigne l'application.</p> <p>Le jour de l'accident, le chef de silo procédait au chargement de camion pour acheminer les produits stockés vers des installations extérieures. À 10h01, le moteur électrique de l'élévateur n°1 (E1) a disjoncté. La vérification effectuée par le chef de silo en tête et en pied d'élévateur n'a pas permis de trouver la cause de l'arrêt du moteur, il n'y avait pas d'autre alarme. En apparence, tout semblait normal. E1 n'a pas été redémarré, le chef de silo a poursuivi le vidage du silo en utilisant l'élévateur n°4 (E4) à 10h06. Le système d'aspiration, unique pour tout le silo, est resté en fonctionnement.</p> <p>L'arrêt du transfert du grain a eu lieu à 11h56 pour la pause déjeuner. Le chef de silo a alors constaté une odeur de brûlé, le système d'aspiration a été arrêté manuellement à 12h05. Des fumées se sont répandues dans la cours, au-dessus du local poussière. La cellule d'alerte puis les pompiers ont été prévenus vers 12h10, les pompiers sont arrivés vers 12h40 sur le site. Un point chaud sur le filtre à poussière et dans la case à poussière a été constaté.</p> <p>Les pompiers sont intervenus, ils ont finalement constaté qu'il n'y avait pas de propagation à l'ensemble du site. Une hypothèse sur la cause de l'incendie a été émise. Le moteur électrique de la tête d'élévateur E1 aurait disjoncté à cause de la rupture de l'arbre du moteur de la tête d'élévateur E1.</p> <p>La rupture de l'arbre du moteur de la tête d'élévateur E1 aurait entraîné le déport de la sangle de l'élévateur à godets engendrant des frottements sur le capot de tête et ainsi provoquer l'échauffement de poussières / matière qui ont ensuite été aspirées, d'où l'existence d'un point chaud au niveau du filtre à poussière et dans la case à poussière. La résistance causée par la rupture de l'arbre et ces frottements aurait entraîné l'arrêt du moteur électrique.</p> <p>L'arbre du moteur de la tête d'élévateur était sous capot et sa rupture n'a pas pu être constatée lors de la levée de doute effectuée en conformité avec les procédures internes par le chef de silo après que le moteur de la tête d'élévateur E1 ait disjoncté, de même qu'aucun point chaud ni aucune alarme liée au déport de sangle n'avaient alors été constaté.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'incident en date du 20/01/2023 par courriel.</p>
<p>Observations : En attendant la remise en service du système d'aspiration, l'exploitant doit être en mesure de prévenir les risques d'explosion et d'incendie pendant cette phase transitoire également. Il doit, comme l'exige la réglementation, disposer des mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Ainsi, en cas de nécessité d'évacuer la marchandise</p>

pour des raisons d'urgence, l'exploitant mettra en place les solutions adéquates pour répondre à ces exigences. Il a notamment faire part d'utilisation de la vidange gravitaire sous cellule sans besoin de manutention ou encore la mise en place d'une aspiration mobile si utilisation de la manutention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, conception des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations, ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent, sont conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produit qui pourrait entraîner une aggravation du danger.
Constats : Le filtre à poussière et le local stockage de poussière sont situés à l'extérieur du silo. Selon le chef de silo, il n'y aurait aucun dommage constaté sur la structure des cellules de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.5
Thème(s) : Risques accidentels, formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à la qualification et à la formation "sécurité" de son personnel. Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes (manipulation de gaz, de liquides inflammables, de produits toxiques ...)
Cette formation doit notamment comporter : <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques susceptibles d'être provoquées ; - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ; - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévu par le présent arrêté ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité. - Une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger. Un compte rendu écrit de ces exercices est établi et conservé à la dispositions de l'Inspecteur des installations classées.
Constats : La liste des différentes formations suivies par le chef de silo a été présentée. Parmi les derniers modules, on peut noter entre autres ceux concernant « la Conservation des grains » le 15/12/2021, « les Permis de feu et plan de prévention » le 25/02/2019, « les travaux en hauteur et extincteur » le 22/03/2017, « la sécurité des installations » le 27/01/2016, « l'habilitation électrique initiale H0V B2V B2V essai BR BC » du 14/02/2014 au 19/02/2014...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Régle d'exploitation - entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les organes mécaniques [...] seront convenablement lubrifiés et et vérifié. [...] Les organes mobiles risquant de subir des échauffement seront périodiquement contrôlés. En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel, celles-ci devant avoir lieu toutes des 500 heures de fonctionnement pour les dispositifs d'entraînement de rotation et de soutien des élévateurs de transporteurs.
Constats : Une procédure de maintenance préventive a été présentée. Elle fait état des différents points à contrôler lors des maintenances préventives et de leur statut réglementaire ou pas. Selon l'exploitant, la Gestion de la Maintenance est Assistée par Ordinateur (GMAO) La traçabilité des interventions est informatisée et centralisée. La dernière intervention de la maintenance sur le silo de Bussy-Lettrée a eu lieu du 7 au 16 décembre 2022. Le rapport d'intervention a été présenté. Il fait état du contrôle des différents matériel contrôlés dont les élévateurs du site (tête et pied). Les noms des intervenants et des durées d'intervention sont précisés. L'exploitant a émis l'hypothèse qu'une micro fissure de l'arbre de la tête d'élévateur E1 n'a probablement pas été détectée lors de la maintenance et pourrait être la cause de l'incident. Selon l'exploitant l'élévateur n'aurait jamais été changé depuis la construction du silo en 1967.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosions (JO du 30 avril 1980). En particulier, les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières seront au moins de type IP55 et protégées contre les chocs. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute déficience constatées dans les plus brefs délais.
Constats : Le dernier rapport de vérification des installations électriques a été présenté, il date des 5 et 6 mai 2022. Il fait apparaître 3 non conformités de niveau de sécurité 2 dont une au 4 ^e étage sur l'armoire d'éclairage et deux au 6 ^e étage sur l'armoire de commande pendulaire et sur le coffret de répartition. Ces écarts doivent faire l'objet d'une action corrective selon un échéancier inférieur à 1 an. Selon l'exploitant, les actions ont déjà été engagées.

Observations : L'exploitant s'engage à remettre en conformité ses installations électriques d'ici la prochaine visite de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Thermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, thermométrie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La température des produits dans les cellules sera contrôlée en continue et toute élévation anormale devra être signalée au tableau général de commande.
Constats : La supervision de la thermométrie a été présentée. Chaque cellule dispose d'une sonde équipée de plusieurs capteurs. Des courbes de température permettent de visualiser l'évolution des températures et de repérer les sondes défectueuses. La visualisation des températures du silo a été présentée pendant la visite. Des seuils d'alerte peuvent être définis en fonction des saisons et les dépassements de seuils sont facilement visualisables sur écran. Le silo ne fait pas l'objet d'une surveillance permanente puisque le chef de silo se partage l'activité avec un silo voisin hors période de moisson. Des produits oléagineux sont stockés sur site. La surveillance de la thermométrie est effectuée hebdomadairement par le chef de silo. Selon l'exploitant, l'installation d'un système de supervision de la température à distance est à l'étude pour ce site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyen de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, matériel de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins : - d'un réseau d'extincteurs appropriés aux risques. Ces extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances à raison d'au moins un extincteur par tranche de 250 m ² de superficie à protéger avec un minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôts, ...
Constats : Le site est équipé d'une colonne sèche et d'extincteurs. Le dernier contrôle de la colonne sèche a été réalisé le 07/11/2022 par l'entreprise SAPIAN Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé le 18/05/2022 par l'entreprise CASI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyen de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/1997, article 6.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement.

Le réseau est incongelable.

L'établissement dispose d'une réserve d'au moins 120 m³ d'eau

Constats :

Le site est équipé de deux réserves incendie de 60 m³ toutes deux équipées d'un raccord d'aspiration. Lors de l'intervention, les pompiers ont constaté qu'aucune des 2 réserves n'était fonctionnelle. La vanne de l'une des deux réserves était cassée et la seconde réserve n'était pas suffisamment remplie, de plus, l'ouverture des cuves n'a pas été possible.

Selon l'exploitant la vérification du niveau d'eau est effectuée chaque année par le chef de silo mais la vanne de remplissage présentant une courbe a provoqué un refoulement et induit le chef de silo en erreur sur le niveau de remplissage de la réserve. L'exploitant s'est engagé à remplir les réserves au plus tôt et à réparer la vanne défectueuse.

L'exploitant a transmis par courriel en date du 13 janvier 2023 les éléments justifiants de la remise en conformité des réserves d'eau incendie. Il s'assurera également, de manière périodique, de l'effectivité du remplissage de celles-ci.

Le retour d'expérience par le SDIS51 montre en outre que les réserves d'eau telles qu'implantées actuellement ne correspondent pas aux caractéristiques techniques qui sont requises actuellement par les pompiers. En effet, les réserves se situent dans les zones d'effets en cas de sinistre et elles ne disposent pas d'une aire d'aspiration en bonne et due forme au niveau des raccords notamment.

Afin de garantir l'approvisionnement des pompiers en eau en cas d'incendie, l'inspection proposera à monsieur le préfet de la Marne d'ajuster les prescriptions réglementaires applicables à l'établissement afin d'intégrer les caractéristiques techniques requises pour l'utilisation des réserves d'eau d'extinction incendie afin d'éviter qu'une situation similaire ne se reproduise.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en parallèle de ce rapport.

Observations :

L'exploitant s'engage à réaliser un audit des configurations similaires sur l'ensemble de ses établissements en terme de réserves en eau incendie afin, dans un premier temps, de :

- s'assurer du remplissage de celles-ci ;
- s'assurer de la manœuvrabilité des vannes ou autres moyens d'accès à l'eau le cas échéant.

Il transmettra **sous 3 mois** à l'inspection la liste des établissements visés sous forme d'un tableau récapitulatif à la fois les capacités requises par rapport à l'existant, les dates de vérifications des niveaux de remplissage et de manœuvrabilité des vannes ou autres moyens d'accès à l'eau, le respect des dispositions techniques du SDIS51 ainsi que le plan d'actions avec les échéances associées sur chacun des établissements ciblés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet